



Secretary-General  
Secrétaire Général

Chairman  
Le Président

AG/2008.666.ar  
ED(08)67.ar

28 octobre 2008

Mesdames, Messieurs les Chefs d'État,

En cette période de grave crise financière et économique, il ne fait pas de doute que les chefs d'État se trouvent confrontés sur le plan intérieur à des défis économiques et sociaux qui mettent en jeu le bien-être des populations de leurs pays respectifs.

Force est également de constater à quel point nos économies sont désormais interdépendantes et combien il importe de mener des actions collectives cohérentes pour gérer pareil défi mondial. Dans ce contexte, nous devons veiller à contenir les conséquences de la crise sur l'investissement et la croissance dans les pays émergents et en développement, et prendre des mesures pour contrebalancer les retombées négatives de cette crise. Face à un ralentissement mondial de cette gravité, de tels efforts obéissent à la pure logique macroéconomique. Dans les jours qui viennent, l'OCDE présentera à ses membres un plan d'action traitant des questions de politique économique et de réglementation que soulève la crise – questions pour lesquelles notre Organisation possède une vaste expérience.

En nos qualités respectives de Secrétaire général de l'OCDE et de Président du Comité d'aide au développement (CAD), nous avons eu à maintes reprises l'occasion, au cours de l'année écoulée, de faire part de nos craintes de voir les engagements souscrits concernant les niveaux d'APD à l'horizon 2010 et au-delà devenir de plus en plus hors d'atteinte. Avec la crise, les budgets d'aide au développement seront particulièrement menacés car les pays donateurs s'appliqueront à rétablir la stabilité de leurs systèmes financiers et à stimuler leurs économies mises à mal. Faute d'une action décisive aujourd'hui, nous n'aurons peut-être pas les moyens d'empêcher que la crise financière ne se transforme en une crise de l'aide.

Employons-nous à ne pas répéter les erreurs que nous avons pu commettre dans le passé à la suite de la récession du début des années 90 lorsque les gouvernements de nombreux pays de l'OCDE n'ont pas su éviter un recul de l'effort d'aide, avec les conséquences qui pouvaient en découler pour les pays en développement en termes de production agricole, d'infrastructures, de bien-être social et de stabilité politique. Une contraction des budgets de l'aide dans les années à venir ne ferait qu'exacerber les tensions que les prix alimentaires et énergétiques infligent déjà à ces pays, et ne ferait que restreindre les moyens dont nous disposons pour les aider à parer au changement climatique. Il est impératif d'agir pour prévenir une nouvelle aggravation de la pauvreté, sachant en outre que les risques de voir éclater un conflit sont encore accentués dans les pays pauvres en proie à des tensions économiques et sociales.

(Chef du Gouvernement)

Cc : Ministre des Finances  
Ministre en charge du Développement et de la Coopération

Il nous appartient, et c'est essentiel, de renforcer notre soutien en faveur de la réalisation des OMD et notre détermination à y concourir, et de matérialiser l'aide au développement que les chefs d'État se sont appliqués à mobiliser depuis la Conférence de Monterrey sur le financement du développement. Dernièrement au Ghana, nos gouvernements, en concertation avec ceux des pays en développement, ont pour la première fois réussi à atteindre un consensus mondial sur la façon d'améliorer l'efficacité de l'aide. Le Programme d'action d'Accra est une nouvelle illustration du réel effort collectif déployé pour assurer une bonne gouvernance à l'échelle mondiale. Tout comme il est impératif de maintenir notre engagement vis-à-vis de l'ouverture aux échanges et de mener à bien le Cycle de négociations de Doha sur le développement, ainsi que de veiller à ce que le programme d'action relatif au changement climatique pour l'après-2012 entre dans une nouvelle phase lors de la réunion qui aura lieu à Copenhague fin 2009, nous devons garder le cap sur les engagements que nous avons souscrits en matière d'aide et faire en sorte de concrétiser les apports correspondants.

A sa réunion tenue le 12 octobre à Washington, le Comité du développement a souligné dans son communiqué que les volumes d'APD devaient correspondre aux engagements pris et a appelé de ses vœux la pleine concrétisation de ces derniers. Lors de la réunion du Comité du développement, nous avons conjointement proposé que les donateurs du CAD formulent une « Déclaration sur la politique d'aide », sur le modèle de la « Déclaration sur la politique commerciale » laquelle, au milieu des années 70, avait été élaborée en pleine récession pour empêcher la désintégration du système commercial. Maintenant, c'est au tour du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, d'appeler les États à réaffirmer leurs engagements et annonces de contributions à l'appui de l'aide au développement et de l'action humanitaire.

Dans ce contexte, nous proposons que les gouvernements des pays membres du Comité d'aide au développement réaffirment les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide et s'abstiennent de toute décision budgétaire qui serait en contradiction avec ces engagements.

Cette « Déclaration sur la politique d'aide » sera également une avancée importante de nature à contribuer à la réussite de la Conférence de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey qui se tiendra à Doha le 29 novembre 2008, et à rétablir la confiance dans le système mondial de gouvernance.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs les Chefs d'État, l'assurance de notre très haute considération.



Angel Gurría



Eckhard Deutscher